

Fil d'actu du RAEMH

Janvier 2023



01 Tendances migratoires	1
02 Gestion des frontières	2
03 Dans les pays de « destination »	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5
05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci	6



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Bilan 2022/UE: selon les dernières statistiques publiées par FRONTEX (*tableau ci-dessous*), le nombre d'arrivées irrégulières sur le territoire européen en 2022 est en [hausse de 64%](#), atteignant le niveau le plus élevé depuis 2016.

Route	Janv. – Déc.2022	Déc. 2022	Janv-Déc 2021 / Janv.Déc 2022	Principales nationalités
Balkans – Ouest	145.600	8.944	+136%	Syrie, Afghanistan, Turquie, Tunisie
Méditerranée centrale	102.529	7.760	+51%	Egypte, Tunisie, Bangladesh, Syrie
Méditerranée orientale	42.831	1.898	+108%	Syrie, Aghanistan, Nigeria, Congo RDC
Méditerranée occidentale	14.582	784	-21%	Algérie, Maroc, Syrie
Afrique de l'Ouest	15.462	468	-31%	Maroc, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire
Sorties vers le Royaume Uni	71.081	2.875	+37%	Afghanistan, Irak, Albanie

En revanche, baisse des arrivées à l'**ouest** (Atlantique et Méditerranée). [L'Espagne](#) constate une baisse de près de 28% des arrivées via la mer (28.930 personnes en 2022 contre 40.100 en 2021), et une légère hausse par voie terrestre (les chiffres restant relativement faibles : 1.114 personnes via Ceuta, 1.175 via Melilla). Pour autant, [certaines ONG émettent des réserves](#) sur ce bilan à la baisse et dénoncent une « *communication calculée, en préparation du sommet franco-marocain* ». Selon l'Association Marocaine des Droits Humains, il y a certes une diminution des arrivées de ressortissants d'origine subsaharienne (à relativiser car la comparaison n'est faite que sur une année), mais « *Pour les Marocains, il y a toujours une augmentation continue des départs. C'est une vraie hémorragie de la jeunesse, surtout par la mer* ».

Du côté de la **Manche**, [près de 1.000 personnes](#) ont déjà traversé vers l'Angleterre depuis début 2023. L'année 2022 a été marquée par un nombre record de traversées. Les passages vers le Royaume-Uni se font également via la [Belgique](#), où le nombre de personnes interceptées au nord-ouest du pays est néanmoins en forte baisse (1.065 personnes en 2022, 4.100 en 2021). Selon les autorités belges, cette diminution est due aux moyens mis en œuvre pour surveiller le port de Zeebruges, où les personnes tentent de grimper à bord de conteneurs en partance pour le Royaume-Uni. La Belgique, plus qu'un pays

de départs, est surtout une base arrière pour les passeurs qui organisent les traversées de la Manche depuis les côtes françaises. Les arrestations y sont régulières.

Ukraine : selon le HCR, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a provoqué le [mouvement de population le plus massif depuis la seconde guerre mondiale](#) (en nombre de personnes sur un laps de temps limité). 1/3 de la population (14 millions de personnes) a fui l'Ukraine ou a dû se déplacer à l'intérieur du territoire.

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

Tunisie/Italie : visite en Tunisie des ministres de l'Intérieure et des affaires étrangères italiens, au cours de laquelle a été évoqué le dossier migratoire. L'Italie se dit prête à [accueillir plus de travailleur tunisiens et autres nationalités formées en Tunisie](#) (pour travailler dans l'agriculture et l'industrie) en échange d'un renforcement de la lutte contre les départs irréguliers depuis la Tunisie. 2022 est une année record sur cette route : 32.000 arrivées, contre 14.342 en 2021, 11.212 en 2020.

Surveillance, refoulements, contrôle

Arrestations/passeurs et trafiquants : Au [Niger](#), interpellation d'un passeur libyen soupçonné d'avoir envoyé près de 22.000 personnes, pour la plupart nigériens et camerounais, en Europe (via le Niger), où elles étaient ensuite exploitées à des fins sexuelles ou de travail. L'équipe d'investigation était composée de policiers français et espagnols appuyant les policiers nigériens. Au [Soudan](#), Kidane Zekarias Habtemariam (erythréen) l'un des passeurs les plus recherchés, et des plus « cruels » au monde, a été arrêté par des agents de police émiratis, lors d'une opération menée avec Interpol. Son réseau s'étendait de la Somalie à la Libye.

En [France](#), condamnation de 4 personnes à des peines de prison avec sursis après avoir acheminé des migrants au Royaume-Uni en ferrys. Aussi, toujours en France, [14 Sri Lankais](#) ont écopé de peines allant jusqu'à quatre ans de prison ferme pour avoir organisé et facilité des entrées en France et au Royaume Uni à des ressortissants sri-lankais et bangladais.

En [Espagne](#), démantèlement d'un réseau qui exploitait des réfugiés ukrainiens dans des usines de tabac illégales. Pour éviter de se faire prendre, les personnes n'étaient pas autorisés à quitter les locaux de l'usine. Un autre réseau a également été démantelé en Espagne, impliquant des travailleurs [marocains](#) cette fois, employés illégalement dans le secteur agricole et hébergés dans des conditions qualifiées « d'inhumaines » par la police. 7 entreprises sont poursuivies.



[Rapport de Alarm Phone](#) qui décrypte la politique tunisienne vis-à-vis des départs vers l'Italie, et dénonce les interceptions "dangereuses" menées par les garde-côtes tunisiens, alors que ces opérations continuent de recevoir des financements italiens et européens



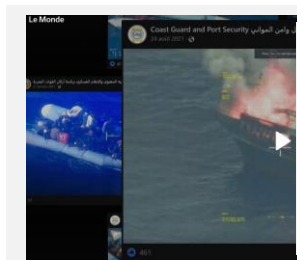
[Rapport de l'organisation Tous Migrant](#) sur les « Pratiques policières du contrôle de la frontière : Un an de refoulements et de déni de droits à la frontière franco-italienne dans le Briançonnais Novembre 2021 > Novembre 2022 »

UE : sans pour autant condamner la [construction de barrières aux frontières européennes](#), la commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson a déclaré que l'UE ne financerait pas les murs « anti-migrants ».

Frontière franco-italienne : plusieurs acteurs de la société civile dénoncent la [politique d'usure menée à l'encontre des personnes exilées à cette frontière](#), dénonçant notamment l'enfermement récent de 18 personnes, âgés de 16 à 25 ans, dans un local de la police pendant plusieurs jours, pour cause, selon les autorités françaises de « saturation du réseau d'accueil ».

Disparitions & sauvetages

Libye : interception d'un [chalutier transportant 650 personnes](#) à l'Est du pays, route de plus en plus empruntée depuis cet été (l'ouest était en général la zone de départ). La plupart des candidats à l'exil depuis cette zone sont des Égyptiens et des Bangladais arrivant d'Égypte. Les autorités libyennes semblent vouloir freiner cette nouvelle tendance en médiatisant largement ces interceptions.



[Vidéo](#) expliquant comment des appareils de surveillance de Frontex sont utilisés par les garde-côtes libyens pour intercepter des migrants

Maroc : naufrage d'une embarcation aux abords des côtes sud du Maroc qui a causé la [mort d'au moins 15 ressortissants marocains](#). 24 personnes ont été secourues. Le canot a chaviré à peine entré en mer.

Cap-Vert : sauvetage d'une [pirogue à la dérive](#) qui transportait 90 personnes, dont 2 hommes retrouvés sans vie. Les passagers étaient originaires du Sénégal, de Gambie, de Guinée-Bissau et de la Sierra Leone.

France : [mort d'une personne électrocutée](#) sur le toit d'un train faisant la connexion entre la France et l'Italie. Ce genre d'accident s'est déjà produit à plusieurs reprises.

Grèce : [procès particulièrement médiatisé sur l'île de Lesbos](#), visant 24 humanitaires accusés de fraude et d'espionnage. La justice grecque a finalement annulé les charges pour espionnage (pour vices de procédure), mais la procédure pour trafic de migrant est toujours en instruction. De nombreuses ONG et les Nations Unies ont dénoncé ces poursuites.

Expulsions - retours

France/Syrie/Afghanistan : l'administration française a, à plusieurs reprises, entamé des démarches d'expulsion qualifiées d'illégales car impliquant des pays avec lesquels la France est en rupture diplomatique et/ou interdit les retours. Ainsi, des demandes adressées aux autorités syriennes pour la délivrance de laissez-passez ont fait craindre [l'expulsion de 2 personnes se présentant comme syriennes](#). Aussi, une [obligation de quitter le territoire \(OQTF\) a été adressée à un ressortissant afghan](#) débouté de l'asile, alors que le ministère de l'Intérieur confirmait qu'aucune expulsion n'aurait lieu vers l'Afghanistan. La Cimade dénonce une « course à la multiplication des OQTF » pour "remplir des quotas". Enfin, une préfecture de Savoie s'est mise en contact avec le [consulat d'Iran à Paris](#) pour obtenir un laissez-passer pour une femme iranienne ayant échappé au régime, alors même que la France a mis fin aux expulsions vers l'Iran en raison de la répression et de l'instabilité dans le pays.

Royaume-Uni : L'ordre d'expulsion d'un [délinquant étranger se disant victime d'esclavage moderne ne sera plus automatiquement suspendu](#) en attendant que son cas soit examiné. Les autorités souhaitent

désormais prendre en considération des "preuves objectives d'esclavage moderne" avant toute suspension de procédure.

UE : l'accélération des expulsions reste la priorité pour l'Union Européenne qui a présenté sa [stratégie à ce sujet](#). La Commission a ainsi discuté de la mise en œuvre de [nouvelles mesures pour accélérer les retours](#), concernant notamment la collecte de données (via l'élargissement de Eurodac), l'extension des prérogatives de Frontex dans le traitement des retours, le renforcement de la coopération en matière de réadmission avec les pays tiers. La [présidence suédoise du Conseil de l'Europe](#) entre janvier et juin 2023 s'inscrit également dans cette approche. Caritas Europa s'inquiète que les nouvelles directives de [l'OCDE](#) en matière de rapports sur l'Aide Publique au Développement (APD) concernant les activités liées à la migration permettent aux donateurs de compter les activités de retour (y compris l'aide avant le départ) comme de l'APD.

Dans un [document récemment obtenu par Statewatch](#), daté du 20 avril 2022, la Commission européenne encourage ses délégations à l'étranger à donner la priorité aux "accords"

informels de réadmission, qui peuvent rester confidentiels et seraient soumis à des "procédures d'approbation moins lourdes dans le pays tiers". Selon le document, la Commission

préfère ce type d'accords lorsqu'il peut être difficile de conclure un accord de réadmission formel en temps voulu.

03 Dans les pays de « destination »

Séjour - asile

Demandes d'asile : A échelle de l'UE, le [nombre de demandes d'asile en 2022 a doublé par rapport à 2021](#), avec 923.991 demandes. Les pays les plus concernés sont l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Autriche. A échelle de l'UE, la majorité des demandes proviennent de Syrie, puis d'Afghanistan, Turquie, Venezuela et Colombie. En France, [le nombre de demandes d'asile en 2022](#) (137.000) frôle son record (encore détenu par 2019, avec 138.420 demandes). Cette année est aussi marquée par une hausse des régularisations, et une hausse des expulsions.

Italie : à Milan, les foules de personnes se présentant pour demander l'asile [dépassent les capacités de gestion des forces de l'ordre](#) qui ont récemment eu recours à des gaz lacrymogènes pour éparpiller les rassemblements.

France : en réponse à la réforme de la loi asile en France qui prévoit notamment de créer une nouvelle carte de séjour dénommée « talent-professions médicales et de pharmacie », destinée aux professionnels de santé, une tribune a été publiée appelant à être vigilants à ne « [pas priver l'Afrique de ses médecins](#) ». Au [Sénégal](#), cet « exode » des médecins vers la France est déjà une réalité



France : [échange sous forme d'interview](#) entre une députée et un bénévole du SCCF qui se mobilise avec d'autres travailleurs sans-papiers pour rencontrer des candidats aux élections législatives. A lire pour mieux comprendre le nouveau projet de loi migration en France.,



Dernier [rapport de l'organisation PIUCM](#) : « **L'importance des mécanismes et programmes de régularisation** », dans lequel sont évoqués les avantages de la régularisation pour les personnes sans papiers et pour la société, et sont identifiés dix éléments clés qui permettent de garantir que les procédures de régularisation sont équitables, efficaces et humaines. Plus de 80 pratiques dans le monde entier ont été analysées.

Accueil – protection

Tunisie/Maroc : des [propos racistes se font de plus en plus entendre en Tunisie](#), dénonçant la trop nombreuse présence de ressortissants « africains » [sous-entendu subsahariens] dans le pays. Ces déclarations s'accompagnent d'actes violents et discriminants à l'encontre des communautés migrantes. Au [Maroc](#) également, plus spécialement à [Casablanca](#), ville carrefour pour les personnes qui sont déplacées de force depuis les frontières du Royaume, le « ras-le-bol » des populations et des actes et propos hostiles se font de plus en plus manifestes.



[Rapport de Alarm Phone](#) sur l'exploitation des personnes migrantes en Algérie, au Maroc et en Espagne.

Ouganda/Arabie Saoudite : suspension par l'Ouganda de l'accord bilatéral sur les travailleurs migrants qui le liait au pays arabe, en réponse [aux nombreux abus dont sont victimes les employées](#) ougandaises dans le royaume. Les départs vers l'Arabie Saoudite, première destination des travailleurs ougandais au Moyen-Orient, se sont multipliés, passant d'environ 12.000 en 2018 à plus de 120.000 en 2022.

Royaume-Uni : selon [The Guardian](#), des dizaines de mineurs non accompagnés hébergés dans un hôtel de Brighton, dans le sud de l'Angleterre, ont été enlevés par des gangs criminels qui utiliseraient des enfants pour faire passer de la drogue. Des sources de confirment que des enfants ont été enlevés dans la rue devant l'hôtel et mis dans des voitures. Si le Home Office dément les suspicions de kidnapping, il

semblerait pourtant que ce [phénomène se soit répété dans d'autres villes du pays](#). Des données révélées en octobre ont montré que 222 enfants avaient disparu des hôtels gérés par le ministère de l'Intérieur.

France : un village de Bretagne [abandonne finalement un projet qui prévoyait de faciliter l'accueil de réfugiés](#) (avec soutien financier de l'Etat) suite aux tensions générées parmi les habitants et la résistance d'une partie de la population. La stratégie de répartir les personnes réfugiées sur le territoire, notamment en milieu rural, a été promue ces dernières années par le Président Macron. Les quelques expériences qui ont abouti démontrent leurs limites, notamment en termes d'accès à l'emploi et l'isolement géographique pour les nouveaux arrivés.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Actualités sociales, politiques, économiques

Dettes/Afrique après le Ghana et la Zambie, c'est une vingtaine de pays africains qui sont [désormais considérés comme surendettés](#). Cette situation est en grande partie liée aux crises successives du Covid puis de la guerre en Ukraine, avec un ralentissement du commerce mondial, une dépréciation des monnaies locales et l'inflation des prix.

Afrique du Nord

Maroc/UE : le Maroc et l'UE traversent une période tumultueuse sur le plan diplomatique. Après que le Maroc ait été pointé du doigt dans l'affaire du [Qatargate](#), le [Parlement européen](#) a émis une résolution appelant le Maroc à respecter la liberté de la presse et réclament la libération de journalistes détenus « arbitrairement ». Cette mesure suscite un certain flottement parmi les pays partenaires du Maroc (certains s'y opposant), et le [rejet résolu des autorités marocaines](#) qui pointent une ingérence de l'UE dans les affaires du Royaume.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : les [relations diplomatiques avec la France](#) sont extrêmement tendues, la France prévoit de retirer ses troupes (à la demande des

autorités burkinabés) et a rappelé son ambassadeur. Par ailleurs, mi-janvier [une cinquantaine de femmes ont été enlevées](#) par des djihadistes présumés à dans le nord du pays, à Arbinda.

Mauritanie : [procès et l'arrestation de Mohamed Ould Abdel Aziz](#), ex-président de la Mauritanie qui a dirigé le pays de 2008 à 2019, accusé d'« enrichissement illicite », « abus de fonctions », « trafic d'influence » ou « blanchiment » pendant sa législature, lui ayant permis d'amasser une fortune estimée à 67 millions d'euros.

Mali : Les [46 soldats ivoiriens](#) détenus depuis juillet 2022 et soupçonnés par Bamako d'être des « mercenaires » ont été reconnus coupables notamment d'« attentat et complot contre le gouvernement » et condamnés à vingt ans de réclusion criminelle... avant d'être finalement graciés par le chef de la junte.

Sénégal : [interdiction d'une manifestation](#) organisée par l'opposition qui visait à dénoncer des irrégularités dans la gestion d'un fonds anti-Covid relevées dans un rapport de la Cour des comptes.

Nigeria: les élections présidentielles prévues pour le 25 février se préparent dans un contexte d'insécurité grandissante dans le pays : violente insurrection djihadiste dans le nord-est, tensions séparatistes au sud, criminalité en hausse dans le nord-ouest et le [centre](#). La commission électorale a évoqué l'éventualité de [repousser l'échéance électorale](#) si le niveau actuel d'insécurité persiste dans le pays.

Bénin : Malgré le retour de l'opposition après quatre ans d'absence, [large victoire du parti présidentiel aux élections législatives](#). Le principal parti d'opposition rejette les résultats du scrutin. Par ailleurs, les zones frontalières avec le Niger, le Burkina et le Nigeria sont actuellement classées « zones militaires » et interdites aux journalistes pour cause [d'insécurité liée aux activités djihadistes](#). Les éleveurs peuls sont de plus en plus associés à ces mouvements terroristes, ce qui alimente la stigmatisation en renforce les tensions dans ces régions.

Afrique de l'Est

Tchad : début janvier, le gouvernement de transition a affirmé avoir « [déjoué une tentative de déstabilisation](#) » qui aurait été menée par le président de l'Organisation tchadienne des droits humains. Le 20 octobre dernier, une manifestation contre le pouvoir et l'extension de la période de transition avait fait une cinquantaine de morts, dont la responsabilité est attribuée aux autorités, selon un [rapport récent de Human Right Watch](#). HRW dénonce également des disparitions forcées de militants de l'opposition.

Afrique centrale

RDC/Rwanda: sur fonds de fortes tensions entre les 2 pays portant sur la situation dans l'Est de la RDC¹, [le Rwanda a annoncé ne plus vouloir accueillir de réfugiés congolais](#) sur son territoire. Selon le HCR, le Rwanda compte quelques 72.000 réfugiés congolais.

De nouveaux massacres sont à déplorer ce mois-ci dans la région est de la RDC, notamment un [attentat qui a coûté la vie à 23 civils](#), et un assaut dans une [église pentecôtiste](#) faisant 10 morts et 40 blessés. Ces actes sont attribués à des mouvements affiliés à l'Etat islamique.

Migrations environnementales



Le Mixed Migration Center a publié plusieurs [études de cas sur le climat et la mobilité en Afrique](#), avec un focus sur : Nigeria, Egypte, Mozambique, Sénégal, Ouganda, Angola, Malawi.



[Rapport de l'ONUDC](#) pointant le lien entre changement climatique et trafic d'êtres humains. Poussant les habitants de zones affectées par des catastrophes environnementales à fuir dans l'urgence, ces événements les privent de moyens de subsistance et les rendent ainsi plus vulnérables aux trafics.

05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci

[Retrouvez le témoignage de Moussa](#), un jeune togolais qui a quitté son pays étant mineur, et qui se trouve aujourd'hui au Maroc. Ses propos ont été recueillis par nos collègues de la Délégation Diocésaine des Migrations à Nador.

¹ Voir notamment [Fil d'actualité du RAEMH de décembre 2022](#).